

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 17 juin 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FERME EOLIENNE LA ROCHE

17 quai Joseph Gillet
Immeuble LE QG
69004 Lyon

Références : 2025-22_INSP_FERME ÉOLIENNE LA ROCHE_RAP
Code AIOT : 0006307478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement FERME EOLIENNE LA ROCHE implanté La Roche, 1035 Chemin de Jauneau 53160 Bais. L'inspection a été annoncée le 25/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE LA ROCHE
- La Roche, 1035 Chemin de Jauneau 53160 Bais
- Code AIOT : 0006307478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ferme Éolienne de La Roche exploite un parc éolien composé de deux aérogénérateurs et d'un poste de livraison sur les communes de Bais et de Champgenéteux dans le département de la Mayenne.

Les installations sont soumises à autorisation sous la rubrique 2980 "installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent". Les éoliennes disposent d'une hauteur de mat maximale de 85 mètres et d'une puissance de 2,3 MW. Le parc éolien a été mis en service le 20 mars 2013.

L'inspection des installations classées a procédé à une visite de contrôle des installations sur la thématique du risque incendie.

L'inspection s'est rendue dans l'ensemble des parties basses des aérogénérateurs, ainsi que dans la nacelle de l'éolienne 1.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 2 | Vérification de la mise à la terre | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 5 | Formation sur les risques accidentels et exercice d'entraînement | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 7 | Maintenance des installations électriques | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3 | Demande d'action corrective | 4 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------|--|-------------------|
| 1 | Dispositions constructives | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7 | Sans objet |
| 3 | Limitation des accès | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 | Sans objet |
| 4 | Prescription à observer par les tiers | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 | Sans objet |
| 6 | Propreté des installations | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 | Sans objet |
| 8 | Moyens de défense incendie | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est sensibilisé au risque incendie qui est présent sur ce type d'installation. Il doit veiller à ce que les contrôles électriques soient complets et réalisés selon la fréquence et le cadre réglementaire.

Il doit transmettre le compte rendu de l'exercice réalisé sur le site et programmer régulièrement des exercices en variant les scénarios testés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, accessibilité |
| Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. |
| Constats : L'inspection a constaté que les voies d'accès sont carrossables et que les abords des sites sont maintenus propres. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Vérification de la mise à la terre

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance périodique |
| Prescription contrôlée : [...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique. |
| Constats : L'exploitant a transmis les deux derniers rapports de vérification électrique, qui ont procédé au contrôle de la mise à la terre par une mesure. Ces contrôles ont été réalisés par la société VERITECH en date de janvier 2023 et de septembre 2024. L'exploitant n'a pas transmis de rapport de contrôle visuel intermédiaire. La fréquence de contrôle n'est pas respectée (20 mois entre les deux contrôles), sans vérification visuelle intermédiaire. Par ailleurs, le rapport mentionne des limites d'intervention concernant la mesure de la prise de terre qui a été réalisée « barrette fermée », ce qui ne permet pas de garantir la valeur de la mesure. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à ce que le prochain contrôle de la continuité électrique ne fasse pas l'objet |

| |
|--|
| de limites et s'assurera du respect de la fréquence de contrôle. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 3 : Limitation des accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des accès |
| Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. |
| Constats : L'inspection a pu constater que l'ensemble des accès aux éoliennes et au poste de livraison était fermé à clé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Prescription à observer par les tiers

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des personnes |
| Prescription contrôlée : [...] Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. |
| Constats : Des panneaux d'affichage mentionnant les consignes de sécurité à respecter par les tiers sont présents au niveau de chaque accès aux éoliennes et au poste de livraison. Le numéro de téléphone de l'exploitant est présent sur le panneau. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Formation sur les risques accidentels et exercice d'entraînement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel |

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

Constats :

L'exploitant a transmis les attestations de formation du personnel Energie Team qui intervient sur le parc éolien.

Le programme de la formation inclut une connaissance des procédures d'urgence et la simulation des situations à risque.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir réalisé d'exercice d'entraînement sur ce site.

Un exercice a été simulé lors de la visite d'inspection.

L'appel signalant un dégagement de fumées sur l'éolienne E1 a été passé auprès de la conduite des opérations à 10h21.

La procédure d'urgence a été suivie, la levée de doute étant facilitée par la présence du technicien sur site.

Les éoliennes ont été mises à l'arrêt à 10h23.

L'exercice s'est arrêté avant l'appel réel aux secours.

La remise en service des éoliennes a été constatée à 10h38

Un compte rendu de cet exercice devra être réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra un compte rendu de l'exercice d'entraînement réalisé, et programmera régulièrement de nouveaux exercices en variant les scénarios de simulation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Propreté

Prescription contrôlée :

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.

| |
|--|
| Constats : L'inspection a constaté que l'intérieur de la nacelle de l'éolienne 1 et que les pieds de mâts des 2 aérogénérateurs sont maintenus propre. Absence de stockage de matières combustibles ou inflammables. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Maintenance des installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 alinéa 3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : [...] Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19. |
| Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées, les rapports de vérification des installations électriques réalisés aux dates suivantes : 11/01/2023 pour les éoliennes 24/01/2023 pour le poste de livraison 25/09/2024 pour les éoliennes et le poste de livraison. Ces contrôles ne respectent pas la périodicité annuelle des vérifications. L'exploitant a transmis l'attestation COFRAC de VERITECH, cependant, les rapports réalisés en 2024 ne mentionnent pas de références réglementaires. La prestation n'est donc pas réalisée dans un cadre réglementaire qui relève de l'accréditation COFRAC. Le rapport fait également mention de limites d'intervention, qui sont également présentes dans les vérifications 2023. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra respecter la fréquence annuelle pour la réalisation des vérifications électriques. Il devra veiller à ce que le prochain contrôle soit fait de façon complète et ne comporte pas de limites à la prestation. L'exploitant devra justifier que le contrôle est conforme aux exigences de l'arrêté du 10 octobre 2000. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 8 : Moyens de défense incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance des équipements |
| Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...] |
| Constats : L'exploitant a transmis les rapports de vérification des extincteurs réalisés par VERITECH, le 25/09/2024. Les rapports indiquent la présence de 2 extincteurs vérifiés par éolienne et 2 extincteurs dans le poste de livraison. L'inspection des installations classées a constaté, en pied de mât de chaque aérogénérateur, la présence d'un extincteur régulièrement contrôlé. Elle a également constaté la présence des extincteurs dans le poste de livraison et dans la nacelle de l'éolienne E1. |
| Type de suites proposées : Sans suite |